

substantiellement conforme au projet de convention de contribution joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

79939

Gouvernement du Québec

### Décret 900-2023, 31 mai 2023

CONCERNANT la composition et le mandat de la délégation officielle du Québec à la Rencontre des ministres provinciaux et territoriaux responsables des administrations locales qui se tiendra les 6 et 7 juin 2023

ATTENDU QUE la Rencontre des ministres provinciaux et territoriaux responsables des administrations locales se tiendra à Ottawa, en Ontario, les 6 et 7 juin 2023;

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 3.21 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30) prévoit que toute délégation officielle du Québec à une conférence ministérielle fédérale-provinciale ou interprovinciale est constituée et mandatée par le gouvernement;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Affaires municipales et du ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne :

QUE le sous-ministre du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, Monsieur Nicolas Paradis, dirige la délégation officielle du Québec à la Rencontre des ministres provinciaux et territoriaux responsables des administrations locales qui se tiendra les 6 et 7 juin 2023;

QUE la délégation officielle du Québec, outre le sous-ministre du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, soit composée de :

— Monsieur Marc Rouillier, conseiller stratégique et coordonnateur aux affaires autochtones, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation;

— Monsieur Jean-Philippe Lavoie, conseiller en affaires intergouvernementales, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation;

— Monsieur Sébastien Audet, conseiller en relations intergouvernementales, Secrétariat du Québec aux relations canadiennes, ministère du Conseil exécutif;

QUE le mandat de cette délégation officielle soit d'exposer les positions du gouvernement du Québec, conformément à la recommandation ministérielle du présent décret.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

79940

Gouvernement du Québec

### Décret 901-2023, 31 mai 2023

CONCERNANT l'octroi d'une aide financière additionnelle maximale de 400 000 \$ à Sporobole, pour l'exercice financier 2023-2024, afin de soutenir le virage numérique culturel québécois

ATTENDU QUE Sporobole est une personne morale sans but lucratif constituée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38) qui a entre autres comme mission d'offrir des services en accompagnement et en transformation numérique pour le milieu culturel;

ATTENDU QUE le ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie a versé une aide financière de 678 000 \$ à Sporobole dans le cadre du Programme d'appui au développement des secteurs stratégiques et des créneaux d'excellence, pour les exercices financiers 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025, afin de soutenir le virage numérique culturel québécois;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 10 de la Loi sur le ministère de la Culture et des Communications (chapitre M-17.1), en matière de culture, le ministre de la Culture et des Communications a notamment pour fonction, dans les domaines du patrimoine, des arts, des lettres et des industries culturelles, de soutenir principalement les activités de création, d'animation, de production, de promotion, de diffusion, de formation, de recherche et de conservation et de contribuer à leur développement;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 2<sup>o</sup> de l'article 14 de cette loi, aux fins de l'exercice de ses fonctions, le ministre de la Culture et des Communications peut notamment accorder, aux conditions qu'il fixe, une aide financière ou technique relative aux activités ou aux équipements;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe a de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6) tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;